

« Recherchons les éjecteurs des missiles »

Les juges français Poux et Trévidic sont chargés de l'instruction sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président rwandais, considéré par beaucoup comme le signal de déclenchement du génocide des Tutsi. Ils ont indiqué courant juillet qu'ils ne peuvent pas en déterminer les auteurs.

Guillaume Ancel, ancien capitaine de l'armée française dans l'opération Turquoise (cf. Billets n°237, juillet-août 2014), nous fait part de ses connaissances sur les missiles et de son analyse de l'enquête.

Billets d'Afrique: Quelles sont vos compétences sur les missiles?

En 1989-90, j'ai participé aux tests opérationnels du missile anti-aérien français (Mistral), avec les meilleurs spécialistes de l'armée de terre et les industriels; nous en avons tiré une trentaine. En 1995-97, j'ai dirigé une des unités Mistral les plus expérimentées de la Force d'Action Rapide. De plus, comme j'étais aussi spécialisé dans le guidage des frappes aériennes, j'ai dû rechercher comment les localiser et les neutraliser.

Je me considère comme un utilisateur expérimenté. Ma triple compétence (tests, utilisation pratique, et neutralisation), rare en France, est complémentaire de la vision technique qu'ont les experts: j'ai testé concrètement la différence entre ce qu'annonce le constructeur et la réalité en opérations.

Le type de missile suggère-t-il qui sont les tireurs ?

Non, pour deux raisons. D'abord parce qu'on n'est pas sûr du type de missile. Les témoins ont vu des traces lumineuses continues du sol à l'avion: ce sont des missiles propulsés en permanence, comme le Stinger américain, ou le SAM16 du pacte de Varsovie. Cela exclut le Mistral, propulsé seulement au moment du tir.

Ensuite, car tous ces missiles ont circulé. Après 1989, les stocks de SAM16 se sont retrouvés sur le marché international des armes, et en 1994 plus de 50 pays en disposaient.

Selon vous, a-t-il été difficile d'abattre l'avion ?

Deux missiles sont tirés: le deuxième fait exploser le réservoir de l'avion, qui s'écrase. L'avion atterrit : bas et lent, il est plus facile à abattre qu'en plein vol. Il est 20h30, il fait nuit : cela améliore le contraste entre les réacteurs chauds et le ciel froid, ce qui facilite le guidage des missiles. En revanche, la nuit gêne le tireur, car les manipulations sont délicates et demandent un éclairage (par discrétion, on utilise de petites lampes rouges).

Quatre conditions étaient nécessaires :

1) Des tireurs entraînés. Tant qu'on attend, le missile, trop lourd pour être gardé longtemps à l'épaule, est posé par terre. Quand l'avion arrive, il n'est tirable que pendant 2 à 3 minutes. Il faut épauler, viser, accrocher, tirer, ce qui prend une trentaine de secondes. Et de toute façon, une fois qu'on a amorcé le tir, la pile de refroidissement n'est utilisable qu'une minute. Pour savoir enchaîner cette séquence de tir dans les temps, il faut avoir fait des dizaines de tirs sur simulateur.

Les tireurs sont des gens avec une excellente vue, une bonne maîtrise de soi, (calme et rigueur)... et qui se sentent protégés. Typiquement, des militaires du rang expérimentés, 20-30 ans, entre caporal et sergent-chef. Encadrés par un senior, entre adjudant et capitaine. Malheureusement, n'importe qui peut se payer une équipe de mercenaires formés au tir de missile : en 1994, il y en avait beaucoup dans les pays de l'Est. Il faut juste leur fournir une formation de quelques heures au modèle précis de missile utilisé.

2) Des missiles récents en bon état. Un missile est fragile et se périme en un an si son système de guidage n'est pas régulièrement balayé à l'argon ou à l'azote: cette maintenance nécessite les moyens des industries de l'armement ou des organisations militaires d'Etat. Si on l'achète à un marchand d'armes, celui-ci doit avoir accès à de tels moyens, et il faut avoir confiance en lui.

3) Plusieurs reconnaissances de jour. Il faut anticiper la trajectoire de l'avion et le moment du tir. Il faut vérifier la possibilité d'accéder et de repartir, l'absence d'obstacle dans l'axe du tir, la visibilité réelle. L'endroit autour du tireur doit être dégagé, à cause des flammes au lancement, dangereuses en cas de retour contre un obstacle.

4) Un dispositif d'alerte fiable. Il doit identifier la bonne cible, et prévenir de son arrivée avec une précision de l'ordre de la minute. C'est crucial pour épauler et tirer dans une "fenêtre de tir" qui ne dépasse pas quelques minutes, surtout de nuit où il est impossible d'évaluer les distances. L'alerte doit venir de la tour de contrôle ou du groupe qui accueille le président, voire de quelqu'un qui les écoute.

Il faut un à deux tireurs par missile, et un chef d'équipe. Avec eux, des gens pour alerter, guetter, protéger d'éventuels témoins. Soit une équipe de 7 à 10 personnes, qui a dû se mettre en place de nuit (elle tombe à 18 h). Les missiles et leurs accessoires devaient être déposés "prêts au tir" à l'arrière d'au moins deux pick-up qui n'attiraient pas l'attention.

Que peut-on dire du lieu du tir ?

Pour abattre l'avion à l'atterrissage, on peut se mettre près de la piste, et le tirer par l'avant. Ou bien l'attendre de travers et le tirer de côté ; voire de l'arrière, quand il est déjà passé. Les missiles disponibles en 1994 permettent techniquement ces 3 choix. Leur guidage est optimum pour un tir 3/4 avant, qui est aussi le plus facile pour le tireur (l'avion apparaît presque fixe) et évite que l'avion visé ne vienne

s'écraser sur vous ! Il faut s'assurer cependant que la trajectoire du missile fera plus de 500 m, car l'accélération au démarrage est tellement puissante qu'elle empêche le guidage.

J'ai lu avec attention l'expertise balistique demandée par les juges français. Techniquement, le rapport est très complet et remarquablement argumenté. Sa force repose sur la combinaison de multiples expertises et facteurs : caractéristiques de l'avion, performances des armes utilisées, analyse des trajectoires de l'avion et des missiles (et leur anticipation par les tireurs), angles de vision, caractéristiques de l'impact et de la chute. Il tient même compte de la capacité des SAM16 à se décaler de 3 mètres en avant du point le plus chaud (qui est à la sortie du réacteur), pour bien exploser sur l'avion lui-même et pas dans son sillage.

Par ailleurs, cette expertise est compatible avec la chronologie des témoignages auditifs et visuels, et avec mon expérience opérationnelle. Ses détracteurs ont souligné que le pilote, ayant vu le 1er missile, aurait pu tenter une manœuvre d'évitement du 2e missile en changeant brutalement de direction, ce qui changerait considérablement les trajectoires et l'impact. Après un examen minutieux des hypothèses réalistes de tir et d'évitement, je confirme que les conclusions de l'expertise restent pertinentes : il est extrêmement probable que les deux missiles ont été tirés en 3/4 avant, depuis le camp militaire de Kanombe ou ses abords immédiats.

A 20h45, le commandant de Saint-Quentin a enquêté sur l'épave de l'avion, qui était équipé de deux boîtes noires (selon un document du général Rannou, non publié). Son rapport, transmis à Paris le soir même, n'a pas été publié. Quelles informations pourrait-il fournir ?

Sur les lieux de l'épave, il y a peu d'indices immédiats à attendre, car l'explosion du réservoir a dû éparpiller ce qui aurait pu rester du missile. On peut prendre des photos pour comprendre comment s'est passée la chute. S'il y avait des boîtes noires, l'enregistreur des paramètres de vol révélerait une éventuelle manœuvre d'évitement, et le moment où le pilote a perdu le contrôle de l'avion. L'enregistreur des voix pourrait indiquer si le pilote a réagi au 1er missile. Il confirmerait aussi les témoignages indiquant que la tour de contrôle a demandé avec insistance au pilote qui était dans l'avion, ce qui suggère qu'elle aurait alerté les tireurs.

Si Saint-Quentin a été professionnel, ce dont je ne doute pas, il a dû chercher les boîtes noires. Je l'ai rencontré il y a peu de temps, je venais de lire l'expertise. Il n'a rien contesté de ce que j'ai dit sur l'attentat : le tir vient de Kanombe ; il ne s'agit pas de Mistral ; l'équipe est entraînée et équipée, avec une reconnaissance et une alerte. Il s'est fermé comme une huître quand on a parlé de son arrivée sur les lieux de l'épave. Il sait vraisemblablement beaucoup et ne veut pas prendre le risque de lâcher quelque chose.

Quels indices peut-on espérer sur le lieu de tir ?

Plusieurs semaines après l'attentat, des tubes de missiles sont apparus sans témoignage fiable de l'origine et des circonstances de leur découverte. Ils avaient un numéro de série en provenance de l'Ouganda, soutien du Front Patriotique Rwandais. C'est une mise en scène ridicule qui vaut les Irlandais de Vincennes.

Si jamais les tireurs avaient été à moto ou à pied, ou bien étaient partis paniqués, alors ils auraient tout laissé, pas seulement les tubes! Une équipe entraînée emporte tout son matériel, très encombrant et repérable : les caisses de transport, les tubes vides, les bouchons d'extrémité, les piles/batteries (plus celles de rechange), les poignées de tir, et sans doute des missiles de réserve.

La seule pièce à conviction envisageable sur le lieu du tir, c'est le petit propulseur métallique qui, pour éviter de brûler le tireur, éjecte le missile hors du tube avant l'allumage du missile proprement dit. Il tombe à quelques dizaines de mètres devant le tireur, sans se casser, et peut s'enfoncer dans le sol. Pour des tireurs qui veulent s'éloigner rapidement alors que le tir a attiré l'attention, il est hors de question de le rechercher dans l'herbe, surtout de nuit.

Les deux éjecteurs sont peut-être toujours en place depuis vingt ans, on devrait les rechercher au détecteur de métaux. Cela permettrait de connaître le type exact des missiles et leur numéro de série, ce qui pourrait même donner accès au pays fournisseur et au contrat d'achat.

Selon vous, qui a commandité et exécuté les tirs ?

Cette opération me semble très professionnelle, ne venant pas d'un groupuscule hors de contrôle. C'est bien une "partie prenante" qui l'a planifiée, préparée et conduite, soit avec une de ses équipes entraînée à dessein, soit en recrutant des mercenaires. Avec le soutien de services secrets assez puissants pour que l'opération ne soit pas bloquée ou éventée.

L'équipe de tir avait des complicités fortes avec les autorités militaires, surtout que l'expertise indique que le tir vient du camp militaire ou de ses environs. Ce secteur était très surveillé par les soldats rwandais : seuls eux et leurs amis y avaient accès et surtout pouvaient y stationner le temps suffisant. Selon moi, il faut chercher les commanditaires du côté des militaires rwandais, des extrémistes hutus et de ceux qui les soutiennent.

Des services secrets puissants qui soutiennent les extrémistes hutus ? Quels éléments pourraient, selon vous, pointer vers une éventuelle implication française ?

Il est probable qu'un service efficace comme la DGSE ait décelé des préparatifs (acquisition des missiles, préparation de l'équipe de tir, planification de l'opération) et en ait informé les plus hautes autorités de l'Etat français. La suite, ou plutôt l'absence de réaction, est du ressort d'une décision politique ou d'une négligence.

Si l'Etat français avait participé à l'attentat, les forces spéciales auraient techniquement pu l'exécuter. L'armée française avait des Stinger, et quelques exemplaires de SAM16 achetés en 1989-91 (à des officiers des pays de l'Est) pour les comparer au Mistral. Mais ça me paraîtrait plus logique de faire appel à des mercenaires formés spécifiquement aux SAM16. Ils auraient été plus faciles à faire taire et disparaître, ou à désavouer en cas d'échec.

L'opposition de certains officiers français aux accords d'Arusha pourrait les placer parmi les personnes qui ont un motif de demander l'autorisation de réaliser cet attentat. Mais pour cela il faudrait qu'ils aient convaincu un responsable politique de très haut rang. Utiliser ces missiles, ça aurait été une opération sensible, pour laquelle il aurait fallu des autorisations croisées.

D'autres éléments sont troublants, comme le mutisme de Saint-Quentin, la disparition des boîtes noires ou encore la mort suspecte à Kigali, peu après l'attentat, des gendarmes français Didot et Maïer, qui auraient pu entendre les communications radio de l'aéroport. Mais, à titre personnel, je reste convaincu que le scénario le plus plausible est que les extrémistes hutus aient payé des SAM16 et des mercenaires entraînés pour commettre l'attentat depuis la zone du camp militaire de Kanombe.

Propos recueillis par François Graner et Mathieu Lopes, relus par Guillaume Ancel. Sur ce thème, voir aussi son blog sur Médiapart.